

Index AI : PRE01/410/2013  
12 August 2013

## **Bangladesh. L'arrestation d'un défenseur des droits humains adresse un message inquiétant**

L'arrestation d'un éminent défenseur des droits humains bangladais, le 10 août, constitue une violation évidente du droit à la liberté d'expression, a déclaré Amnesty International.

Amnesty International a adopté comme prisonnier d'opinion Adilur Rahman Khan, arrêté sans mandat le 10 août. Il est détenu uniquement pour avoir dénoncé de manière pacifique les violations des droits humains qu'auraient commises les forces de sécurité bangladeses.

« L'arrestation d'Adilur Rahman Khan adresse un message inquiétant aux détracteurs du gouvernement : s'ils émettent des doutes quant au respect des droits fondamentaux, ils s'exposent à de graves conséquences. Adilur Rahman Khan doit être libéré immédiatement et sans condition, a estimé Abbas Faiz, spécialiste du Bangladesh à Amnesty International.

« Au lieu de sanctionner les défenseurs des droits humains, les autorités bangladeses doivent s'intéresser aux violations présumées, mener des enquêtes et poursuivre les responsables. »

Adilur Rahman Khan est le secrétaire d'Odhikar, organisation de défense des droits humains dont le siège se trouve à Dacca. Le 11 août, des détectives ont fouillé le bureau de l'association, et saisi des ordinateurs et divers équipements.

Au cours des derniers mois, Odhikar a critiqué l'action des forces de sécurité bangladeses lors des manifestations organisées par le groupe de l'opposition *Hefazat-e-Islam* (les gardiens de l'Islam) les 5 et 6 mai.

Au moins 44 personnes ont été tuées lors de ces manifestations, la plupart parce que la police aurait recouru à une force excessive. Deux policiers et un garde-frontière bangladais auraient été tués par les manifestants.

Lors d'une conférence de presse donnée le 11 août, Monirul Islam, commissaire adjoint de la police métropolitaine de Dacca, a expliqué les motifs du placement en détention d'Adilur Rahman Khan : « Odhikar a publié un rapport motivé qui utilisait les photos de personnes mortes lors des attaques de *Hefazat* le 5 mai... Cela a terni l'image de l'organe chargé du maintien de l'ordre public, du gouvernement et, surtout, de l'État. »

Odhikar affirme que 61 personnes sont mortes durant les manifestations de mai, mais refuse de publier la liste des noms des victimes, craignant de mettre en péril leurs proches. Elle demande au gouvernement de mettre sur pied une commission chargée de mener une enquête indépendante et impartiale sur ces événements – appel qu'ont relayé Amnesty International et d'autres organisations internationales de défense des droits humains.

« Au lieu d'enquêter sur les dizaines de morts signalées, les autorités ont préféré se retourner contre le messenger, Odhikar, a estimé Abbas Faiz.

« Le gouvernement du Premier ministre Sheikh Hasina exonère de leurs responsabilités les forces de sécurité impliquées dans des violations des droits humains, tout en éliminant ceux qui s'interrogent sur leur conduite.

« C'est une violation du droit à la liberté d'expression qui tourne en dérision les promesses faites par le gouvernement bangladais aux autres membres des Nations unies de respecter les droits humains. »